

INTERVIEW

redaction@sonapresse.com

Raymond Ndong Sima : " Ce q d'œuvrer à la reconstruction d

SANS langue de bois, avec force, conviction, droit dans ses bottes, le Premier ministre se dit déterminé à contribuer, pour le bonheur de ses compatriotes, à la restauration des institutions.

Propos recueillis par
J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

L'Union : M. Le Premier ministre, vous vous êtes rendu au chevet des victimes de l'accident survenu samedi dernier à Mitzié. Que faut-il y voir ?

M. Raymond Ndong Sima : De prime abord, je voudrais vous remercier pour l'opportunité que vous m'accordez de m'entretenir avec les représentants de la presse nationale.

Comme vous le dites, je me suis rendu à l'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo Ondimba, pour apporter et exprimer l'expression de la solidarité nationale aux victimes de l'accident de la circulation aux environs du chef-lieu du département de l'Okano, lequel a occasionné trois morts. Le gouvernement a fait montre de réactivité

Un hélicoptère médicalisé a été dépêché sur les lieux pour ramener sur Libreville les blessés. Le personnel médical est à pied d'œuvre pour faire en sorte que le bilan ne s'alourdisse pas.

Au-delà de cet accident, notre pays fait face depuis à des d'intempéries provoquant, entre autres, l'effondrement de certains axes routiers. Quelle est la stratégie de riposte de votre gouvernement face à ces événements naturels ?

- Ce sont des événements naturels, des catastrophes que nous ne pouvons malheureusement pas prévoir. Vous conviendrez avec moi que nous ne pouvons pas éviter que la pluie tombe et encore moins que les cours d'eau sortent de leur lit. Par contre nous pouvons faire en

sorte que les gens ne s'installent plus dans les zones à risques, comme c'est malheureusement le cas actuellement.

Qu'à cela ne tienne, ce sont cinq provinces (L'Estuaire, le Moyen-Ogooué, la Ngounié, la Nyanga, (l'Ogooué-Lolo) qui ont été fortement impactées.

Mais une chose est d'identifier les zones touchées, une autre est d'avoir une évaluation exacte des dégâts engendrés. À ce stade, nous avons fait montre de réactivité, en mettant sur pied une cellule de crise chargée de coordonner les opérations.

Ce n'était qu'une réaction normale, entendu qu'à long terme nous envisageons de prendre des mesures pérennes, quitte à interdire aux populations de s'installer ou de les déguerpir de certaines zones. Nous devons réfléchir sur le long terme en tenant compte de la nécessité d'élaborer des stratégies adaptées à la situation. Car ce n'est pas la première fois que de tels phénomènes se produisent. Le gouvernement est pleinement conscient de la détresse de ces compatriotes qui ne sont nullement abandonnés à eux-mêmes. Plusieurs services sont mobilisés. Et je le réitère, nous devons en toute quiétude concevoir une stratégie nationale à long terme.

Votre gouvernement est principalement dédié à la restauration des institutions. Mais, il doit faire face à une demande sociale très forte, notamment le chômage.

Dispose-t-il de suffisamment de ressources pour y répondre ?

- Je vous répondrais d'un point de vue économique. Le chômage est lié au niveau d'activités du pays. Pour répondre à cette préoccupation, je vous dirais qu'il est nécessaire de relancer l'activité en stimulant la production. Une chose que nous ne pouvons pas faire en soixante jours, sinon d'autres bien avant. Logiquement, nous devons identifier l'ampleur du problème et apporter au fur et à mesure des solutions adaptées à la situation. C'est vous dire que la lutte contre le chômage s'inscrit dans la durée.

- Avec le retour des recrutements à la Fonction publique, doit-on comprendre que le seul levier dont dispose votre gouvernement pour lutter contre le chômage est l'accès aux emplois publics ?

Le président de la Transition, sur la base d'éléments pertinents, a décidé d'attribuer à un certain nombre de secteurs d'activité des postes budgétaires. Pour ce faire, fort logiquement, nous avons dû lever la mesure gelant justement les recrutements.

Il s'ensuit que dans la foulée, nous avons rétabli les concours suspendus depuis fort longtemps, qui constituent le mode normal d'admission à la Fonction publique. Nous avons entamé un processus qui nécessite que tout un chacun s'y mette. Car ces dernières années, beaucoup de dérapages ont été observés. Bref, nous nous attelons à remettre de l'ordre. Les agents responsables de fraudes et autres malversations répondront tout naturellement de leurs actes.

Combien y a-t-il de fonctionnaires au Gabon ?

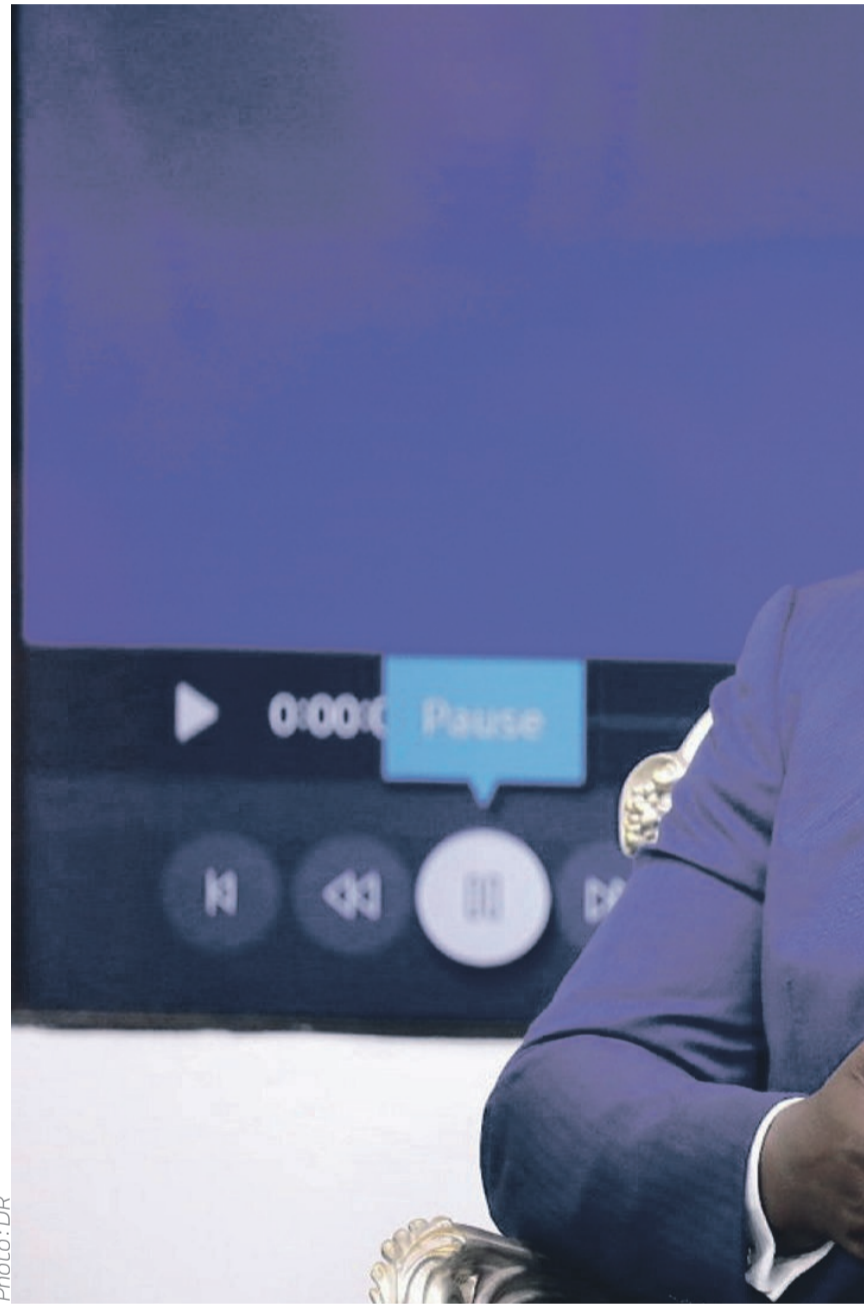
- Cette question a récemment suscité inutilement une polémique. Car d'aucuns ont très mal interprété les propos du ministre de la Fonction publique en confondant les fonctionnaires civils aux militaires.

Pour vous dire, il y a environ 62 000 fonctionnaires au Gabon. Vérifier la situation de tout ce monde nécessite du temps. Tout comme nous devons être patients au niveau des régularisations des situations administratives.

Une chose est certaine, au bout du compte la Fonction publique sera assainie en faisant notamment le ménage au niveau des personnes atteintes par la limite d'âge. Le gouvernement est tout à la tâche, il avance, en dépit de certaines résistances. Ma main ne tremblera pas pour remettre la Fonction publique sur les rails.

Comment votre gouvernement envisage-t-il de lutter contre la vie chère ?

Je voudrais vous rappeler un



Le Premier ministre, Raymond Ndong Sima, « ma main ne tremblera pas »

principe économique général. Pour que les prix baissent, il faut produire. Ce n'est pas une question démagogique, c'est une question clé de l'économie. On fait baisser les prix quand on a une production qui augmente. Tant que notre production n'augmentera pas, les prix ne baisseront pas durablement. Nous pouvons désormais travailler à la marge, comme on dit en économie. Ces derniers temps, nous avons enregistré une légère baisse du prix du carburant. C'est le fruit des rencontres que nous avons eues avec un certain nombre d'acteurs. C'est là un moyen d'action que nous disposons à côté de la lutte contre la parafiscalité et autres taxes, etc.

Un des aspects de la vie chère est illustré par le coût du transport, notamment à Libreville. Qu'entend faire le gouvernement ?

- La question du prix du transport est une question délicate. Le prix du taxi était de 100 francs il y a 25 ans à Libreville. Parallèlement, le prix des véhicules a été multiplié par 10, voire plus.

Ne voyez-vous pas que le parc automobile a vieilli ? Pourquoi ? Parce que les propriétaires ne parviennent pas à renouveler leur investissement.

Comme ils n'utilisent que des voitures d'occasion et qu'ils n'y trouvent pas l'équilibre, ils segmentent le trafic pour amortir leurs investissements. C'est le cœur du problème et le gouvernement y travaille.

« Qui est important c'est le pays »



« pas pour remettre la Fonction publique sur les rails »

Quid de la restructuration de la Cnss et la Cnamgs ?

Nous sommes sur le point de réaliser quelque chose dans les semaines à venir. Vous savez, nous n'avons pas besoin de faire de grandes réformes.

Comment allons-nous atteindre les résultats ? La Cnss et la Cnamgs sont des entités qui sont rattachées à une organisation supranationale qu'est la CIPRES. Suivant ses recommandations, la Cnss et la Cnamgs doivent être libres de choisir leurs dirigeants en s'appuyant sur leurs Conseils d'administration respectifs. Ce qui les amènera à avoir une gestion sous forme privée, sans aucune forme d'intervention de l'État. Lequel veillera à s'assurer que les droits de tous soient

respectés.

-Le foncier est une question cruciale dans notre pays à l'origine, ces derniers temps, de nombreuses tensions. Que préconise faire votre gouvernement pour ramener la sérénité ?

- C'est une préoccupation très sérieuse et plusieurs de mes compatriotes font face, hélas, aux dysfonctionnements de certains pans de l'administration. Les solutions à court, moyen et long terme sont à l'étude. Nous y allons pas à pas et méticuleusement pour mettre un terme aux comportements décriés.

-Le réseau routier national est dans un état déplorable. Que comptez-vous faire pour

remédier à cette situation ?

-Vous parlez à quelqu'un qui connaît le problème que vous évoquez. Cela étant dit, nous avons une dégradation de plus en plus importante du réseau routier. C'est la conséquence, à mon avis, des choix opérés ces dernières années lorsque nous avons fait le choix de confier les travaux de construction de routes à des entreprises. Quand on fait une erreur, il faut dire qu'on s'est trompé. Le seul choix intelligent dans notre pays est de remettre sur pied les subdivisions des Travaux publics en les équipant convenablement et dignement. Et nous sommes en train d'aller vers cette voie. La restauration des institutions passe aussi par là.

-Le récent rapport d'étape de la Task Force sur l'audit de la

dette intérieure et extérieure a révélé que 100 milliards de nos francs ont été découverts dans des comptes. Qu'en est-il exactement ?

-Je n'ai pas vu le rapport que vous évoquez. Par conséquent, vous me voyez dans l'incapacité de vous apporter des éclaircissements. Ceci étant, je puis vous dire que le gouvernement s'attelle à respecter ses engagements auprès de ses bailleurs financiers internationaux. D'autant plus que la dette extérieure a des effets de leviers considérables.

- Tout récemment, le ministre du Tourisme a mis à nu l'attribution de certains hôtels appartenant à l'État à des particuliers. Votre réaction ?

- C'est une situation déplorable. Après Libreville, les investigations vont se poursuivre à l'intérieur du pays. Nous ne pouvons permettre de tels agissements perdurer. Toute la lumière sera faite et l'opinion publique sera naturellement informée le moment venu.

- S'agissant du Dialogue national inclusif, le gouvernement a reçu 17 245 contributions. Votre avis ?

- Je pense qu'il faudrait replacer le Dialogue national inclusif dans son contexte.

Le 30 août, nous avons eu un changement avec la mise en place du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Avec à la clé, l'annonce par celui-ci du Dialogue national inclusif. Pour ce faire, nous avons le choix entre plusieurs options. Nous avons opté d'associer autant que possible, toutes les franges de la population sur la base de leurs contributions touchant à plusieurs aspects de notre pays. Car nous devons tous nous impliquer dans le processus de restauration des institutions. C'est une démarche salutaire qui nous a été suggérée par certains partenaires de notre pays.

Et cela a un intérêt, nous irons à ces assises en tenant compte de nos divergences et non d'une quelconque volonté

de s'invectiver ou se régler des comptes.

C'est une originalité car nous saurions à l'avance les questions sur lesquelles nous pensons qu'il doit y avoir un débat et nous espérons qu'après il y aura suffisamment d'échanges futurs pour faire un choix qui nous engage sur le long terme.

Le Dialogue national inclusif devrait déboucher, quelque temps, après sur l'organisation des élections. Avez-vous l'intention de vous y présenter ?

-Vous savez, ce qui est drôle, c'est que les gens n'aiment pas aller à l'essentiel mais se contentent de l'accessoire.

Le 30 août dernier, lorsque le CTRI a pris le pouvoir, j'étais l'un des premiers à soutenir cette démarche, la jugeant salvatrice pour notre pays. Si je ne voulais pas soutenir cette position, je ne l'aurais pas fait. Je suis responsable et je pense que nous devons être raisonnables et ne pas encourager le désordre. Pour ceux qui s'interrogent depuis un moment sur mon avenir, je leur dirais que celui-ci appartient à Dieu. Ce qui importe maintenant, c'est d'œuvrer à la reconstruction du pays. Le reste n'a pas d'importance. Je suis un homme libre et je n'ai pas peur de mes opinions. Je pense que la question n'est pas de savoir qui sera candidat ou pas, pour le moment. Nous avons des défis importants à relever aux yeux des Gabonais

Mon gouvernement va très très vite, il travaille très dur, croyez-moi. J'en suis vraiment convaincu. Et je n'ai pas l'habitude de lancer des fleurs aux gens. Ils veulent des miracles, mais ce n'est pas concevable. La tâche est ardue car la situation sociale et la situation économique sont des plus dégradées. Il faut regarder cela avec beaucoup plus de sérénité, de calme, au lieu de se concentrer sur des choses qui relèvent de la spéculation politique, que certains veulent faire pour se rendre intéressants.